



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant modification des prescriptions « sécheresse »
applicable à la société SOLVAY OPERATIONS FRANCE à Dombasle-sur-Meurthe**

N° 2025-0074
AIOT 0006200158

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du livre V ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral n°2022/141 du 18/03/2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/005 du 05/01/2022 d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Rhin-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-ERC-2023-028 du 27/07/2023 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010/120 du 27/07/2010 autorisant la société SOLVAY OPÉRATIONS FRANCE à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de carbonate de sodium à Dombasle-sur-Meurthe ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°20180653 du 23/07/2018 de mise à jour des prescriptions « sécheresse » applicables à la société SOLVAY OPÉRATIONS FRANCE à Dombasle-sur-Meurthe ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°20221697 du 22/02/2023 de modification des prescriptions « sécheresse » applicables à la société SOLVAY OPÉRATIONS FRANCE à Dombasle-sur-Meurthe ;

Vu le courrier de la société SOLVAY OPERATIONS FRANCE en date du 24 juillet 2023 demandant une adaptation des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2025-0242 en date du 25 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 8 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant dans son ultime version ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur la dernière version du projet portée à sa connaissance ;

Considérant l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise dans son article 14 que « l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau » et que « l'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences [...] de sécheresse » ;

Considérant l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'Eau, et rappelé par Madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;

Considérant les objectifs d'état quantitatif des masses d'eau de surface du district du Rhin définis dans le SDAGE Rhin-Meuse ;

Considérant les niveaux de prélèvement de l'établissement dans la MEURTHE 5 (FRCR281) ;

Considérant qu'une partie de l'eau prélevée par SOLVAY OPÉRATIONS FRANCE alimente le site K+S (anciennement Société Salines Cérébos et de Bayonne-ES) ;

Considérant que la masse d'eau Meurthe 5 (FRCR281) où s'effectuent les prélèvements de l'installation se situe dans le bassin de « Moselle Amont et Meurthe » est régulièrement concerné par des déclenchements de mesures de limitation des usages de l'eau durant les périodes de sécheresse ;

Considérant que les prélèvements de la société SOLVAY OPÉRATIONS FRANCE dans les conditions de sécheresse sont susceptibles d'impacter le milieu naturel et qu'il y a lieu de les réduire ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 permet à l'autorité administrative d'adapter les objectifs de réduction aux circonstances locales ;

Considérant qu'un prélèvement minimum doit être mis en œuvre afin d'assurer le minimum technique permettant de garantir la sécurité des installations de SOLVAY OPERATIONS FRANCE ;

Considérant que l'analyse des volumes prélevés par l'établissement depuis 2014 montre qu'un abaissement du volume maximal de prélèvement autorisé est envisageable en adaptant les pourcentages de réduction fixés par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, et n'engendrerait pas de contrainte supplémentaire dans l'activité de l'établissement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires du 23/07/2018 et du 22/02/2023 ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 précité dispose que l'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions de l'arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 [...]

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société SOLVAY OPERATIONS FRANCE, dont le siège social est situé 9, rue des Cuirassiers - Immeuble SILEX 2 - 69003 LYON, doit respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHER, les prescriptions additionnelles fixées par le présent arrêté.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2023 est abrogé.

Article 3 : Origine des approvisionnements en eau

L'article 4.1.1. (Origine des approvisionnements en eau) de l'arrêté préfectoral 2010-120 du 27 juillet 2010 susvisé est modifié comme suit :

« Article 4.1.1 :

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (eau de surface) qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Nom de la masse d'eau	Point de prélèvement	Utilisation	Prélèvement maximal		Prélèvement maximal
			Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Meurthe 5 (FRCR281)	N°1 :Meurthe (en amont de la confluence Meurthe-Sânon)	Procédé ; Réfrigération ; Besoins auxiliaires	8 333(*)	199 900(*)	68 000 000(*)
	N°2 :« Petit Canal » (canal d'alimentation du canal de la Marne au Rhin)	Besoins intrinsèques du procédé	600	14 400	4 800 000

(*) Les prélèvements réalisés au niveau du point de prélèvement N°1 sont réalisés de la façon suivante :

Point de prélèvement	Établissement	Prélèvement maximal		Prélèvement maximal
		Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
N°1 :Meurthe (en amont de la confluence Meurthe-Sânon)	Solvay	6 533	156 700	53 500 000
	K+S	1 800	43 200	14 500 000

Une convention de prélèvement sera établie entre SOLVAY et K+S. »

Article 4 : Mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique

L'article 2 (Mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique) de l'arrêté préfectoral 20180653 du 23 juillet 2018 susvisé est modifié comme suit :

« Article 2 :

L'article 4.1.3 (Mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique) de l'arrêté préfectoral 2010-120 du 27 juillet 2010 susvisé est modifié comme suit :

« Article 4.1.3.1 : Dispositions générales

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation d'alerte :

- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau,
- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,
- Interdiction de laver les véhicules de l'établissement,
- Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire,
- Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,
- Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateur d'un gros volume d'eau,
- Ainsi que les mesures organisationnelles et techniques du plan d'action sécheresse mentionné dans l'article 3.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Durant la période hydrologique critique définie par le Préfet, pour tous les usages non liés au process ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que pour le public ou les collectivités s'appliquent.

En cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte.

Article 4.1.3.2 : Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'actions sécheresse. Ce dernier définit pour chaque poste les besoins en situation normale et les besoins critiques pour le fonctionnement des installations. Ce plan présente également les mesures organisationnelles et techniques graduelles mises en place pour réduire/optimiser les prélèvements et les rejets en période d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

Article 4.1.3.3 : Surveillance des effets sur l'environnement

Dès le déclenchement du seuil d'alerte, l'exploitant réalise une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée de la température en amont et aval du point de rejet « Égout principal ».

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateurs. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Article 4.1.3.4 : Adaptation des prescriptions sur le prélèvement en cas de sécheresse

Il est dérogé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 de la façon suivante :

La société SOLVAY exclusivement (hors K+S) définit un volume de référence auquel les réductions prévues ci-dessous sont appliquées. Ce volume de référence est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur les 3 dernières années et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur les trimestres civils correspondant des 3 dernières années. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant. Le prélèvement sur le petit canal lié à l'activité de cogénération est exempté des dispositions du présent arrêté.

Les réductions mentionnées ci-dessous sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant sur l'ensemble des cours d'eau du département, ou sur la zone d'alerte à laquelle la commune d'implantation du site appartient.

Nom de la masse d'eau	Point de prélèvement	Alerte	Alerte Renforcée	Crise
		Réduction du volume de référence	Réduction du volume de référence	Réduction du volume de référence
Meurthe 5 (FRCR281)	N°1 : Meurthe	2 %	4 %	5 %
	N°2 : « Petit Canal »	5 %	10 %	13 %

Lors d'un épisode d'alerte, alerte renforcée ou crise d'une durée supérieure à une semaine, le prélèvement minimal ne sera pas inférieur au minimum technique défini par l'exploitant, lequel varie en fonction de la température de la source froide :

Sur la Meurthe :

Température de la Meurthe	Prélèvement minimal lié au minimum technique
Supérieure à 20 °C	5 200 m ³ /h
Supérieure à 22 °C	5 400 m ³ /h
Supérieure à 25 °C	5 700 m ³ /h
Supérieure à 27 °C	6 000 m ³ /h

Sur le petit canal, le minimum technique est de 400 m³/h.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le calcul du volume de référence et les éléments permettant de le calculer et de le justifier au plus tard le 30 avril de chaque année.

Le minimum technique précédemment défini, la définition du volume de référence, les pourcentages de réduction peuvent être revus à l'initiative de l'inspection ou à la demande de l'exploitant notamment au regard des évolutions du procédé ainsi que de la mise en service de Dombasle Energie.

Article 4.1.3.5 : Adaptation des prescriptions sur les rejets aqueux en cas de sécheresse

Dès le dépassement du seuil d'alerte, l'exploitant prendra toute mesure nécessaire pour limiter au maximum l'impact de son rejet sur les caractéristiques de la rivière.

Notamment, les mesures suivantes seront mises en œuvre dès le déclenchement du seuil d'alerte :

- Les « Rejets Salins » issus des digues sont stoppés. Ces effluents sont stockés au niveau du « bassin de modulation ». L'envoi des repompages des fuites des bassins vers le milieu naturel est également interdit.

- Les opérations de nettoyage notamment les lavages et arrosages divers sont limités aux nettoyages permettant de garantir le bon fonctionnement des équipements et la sécurité et salubrité publiques.
- Les rejets dans le milieu naturel seront réalisés dans les conditions suivantes :
 - En moyenne journalière, le volume total rejeté au niveau des points de rejets (de Solvay et K+S) est supérieur ou égale à 94 % du volume journalier prélevé au niveau du point de prélèvement n°1 (Station de prélèvement dans la Meurthe à l'amont du point de confluence Sânon-Meurthe).

Article 4.1.3.6 : Mise en œuvre des mesures spécifiques

L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par l'autorité préfectorale et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 4.1.3.1, 4.1.3.2, 4.1.3.3 et 4.1.3.4.

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, dans le délai maximal d'une semaine à compter du dépassement du seuil, un rapport reprenant l'ensemble des dispositions mises en place. L'exploitant peut ajouter toutes données qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.

Article 4.1.3.7 : Bilan

L'exploitant établira à l'issue des périodes de sécheresse (ou de situation hydrologique critique), un bilan environnemental sur l'application des mesures prises. Ce bilan devra comprendre un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets. Il précisera les actions concrètes, graduées, mises en œuvre en cas de déclenchement des différents seuils « alerte », « alerte renforcée » et « crise » et les coûts afférents. Le bilan comportera également les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement mentionné à l'article 4.1.3.2 de cet arrêté.

Ce bilan sera transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Sanctions

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 7 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SOLVAY OPERATIONS FRANCE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Dombasle-sur-Meurthe

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le

16 JUIL. 2025

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN